

# Algérie : Bouteflika se représente à la tête d'un pays sans illusions

► Le président sortant, qui ne s'est plus exprimé en public depuis 2012, a annoncé par écrit, dimanche 10 février, briguer un cinquième mandat

► Cette candidature sans surprise d'Abdelaziz Bouteflika illustre les divisions des factions au pouvoir, incapables de proposer un successeur crédible

► Exclue de la vie politique, confrontée à la crise économique au quotidien, la population ne dissimule plus sa lassitude

## L'Algérie prisonnière de l'ère Bouteflika

Au pouvoir depuis vingt ans, le président de 81 ans sera candidat à un cinquième mandat lors du scrutin du 18 avril

ALGER - correspondance

**B**ien sûr, la nouvelle était attendue. Les appels lancés en ce sens par les partis au pouvoir, Front de libération nationale (FLN, parti unique) en tête, ces dernières semaines, laissaient peu de place au doute. Elle aura toutefois créé l'événement tant l'état de santé du président algérien semble s'être dégradé. A presque 82 ans, Abdelaziz Bouteflika sera bien candidat à un cinquième mandat lors de l'élection présidentielle du 18 avril. L'annonce en a été faite dimanche 10 février par l'agence de presse officielle algérienne (APS).

La décision du président, qui ne s'est plus adressé publiquement aux Algériens depuis 2012, a été annoncée par un « message à la nation ». Abdelaziz Bouteflika y passe en revue les réalisations de ses quatre premiers mandats – le retour à la paix, des programmes massifs de construction d'infrastructures, etc. –, et explique: « *Ce sont sans doute les avancées qu'a réalisées notre pays et la conscience des citoyens des enjeux et priorités qui le guettent qui ont amené de nombreuses voix à encore me solliciter pour poursuivre ma mission.* »

« *Bien sûr, je n'ai plus les mêmes forces physiques qu'avant, reconnaît-il, mais la volonté inébranlable de servir la patrie ne m'a jamais quitté et elle me permet de transcender les contraintes liées aux ennuis de santé auxquels chacun peut être un jour confronté.* » S'il est élu, assure le président, une conférence nationale inclusive sera mise en place pour définir les réformes à mener pour le pays.

### Désarroi grandissant

Au pouvoir depuis 1999, le chef de l'Etat sortant est très affaibli depuis un accident vasculaire

cérébral survenu en 2013. Déjà, en 2014, sa candidature à un quatrième mandat avait été fortement critiquée par l'opposition et une partie de la société civile. Il avait été réélu avec plus de 81 % des voix à l'issue d'une campagne menée par ses partisans mais en son absence. Depuis, la situation n'a fait que se dégrader. Le président n'est plus en état de recevoir les hôtes étrangers de passage à Alger, comme il le faisait auparavant. L'une de ses dernières apparitions, le 1<sup>er</sup> novembre, a montré un homme très diminué, tassé dans son fauteuil roulant tandis que, depuis 2014, l'Algérie subit de plein fouet la chute des prix du pétrole, sa principale ressource, sur fond de désarroi grandissant des Algériens qui assistent, impuissants, à la paralysie de leur pays.

La situation était suffisamment préoccupante pour qu'une alter-

native à un cinquième mandat soit évoquée en haut lieu. Ainsi l'idée d'une prolongation « consensuelle » du mandat du président et d'un report de l'échéance électorale a bien été discutée au sein du pouvoir à l'initiative du chef du Mouvement de la société pour la paix (islamiste), Abderrazak Makri. Mais cette option a finalement été rejetée. L'armée algérienne, dont le poids est décisif, a signifié à maintes reprises par la voix de son chef d'état-major, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, son refus d'intervenir pour empêcher un cinquième mandat. Car cette candidature est surtout le résultat de l'incapacité des différents cercles de pouvoir algériens à se mettre d'accord sur une succession négociée. Dès son accession à la présidence, en 1999, Abdelaziz Bouteflika fait savoir qu'il ne compte pas être un « *trois quarts*

*de président* ». Il œuvrera ensuite patiemment à remettre en cause un système fonctionnant sur la base d'un consensus entre plusieurs pôles de pouvoir – l'état-

major, les services de renseignement et la haute bureaucratie d'Etat –, utilisant sa redoutable capacité à jouer les clans les uns contre les autres à son avantage.

La machine pour permettre une réélection du président est donc lancée. Le 2 février, les dirigeants des partis au pouvoir – le FLN, le Rassemblement national démocratique, le Mouvement populaire algérien et le Tadjamoue Amel El Djazair – annonçaient qu'Abdelaziz Bouteflika serait leur candidat au scrutin d'avril. Samedi 9 février, veille de l'annonce officielle, le FLN enfonçait le clou lors d'un meeting à La Coupole, la grande salle omnisports sur les hauteurs d'Alger, appelant les militants du parti à se préparer pour la campagne électorale. Comme en 2004, 2009 et 2014, c'est l'ancien premier ministre Abdelmalek Sellal qui dirigera la campagne du candidat Bouteflika.

Ce dimanche, un autre verrou a été mis en place avec la nomination de Tayeb Belaiz, un conseiller du président, à la tête

du Conseil constitutionnel. C'est cet organe qui est chargé de valider les candidatures à la présidentielle, de contrôler la régularité du scrutin et d'en proclamer les résultats définitifs. C'est aussi lui qui peut lancer la procédure de constat d'empêchement du chef de l'Etat pour « cause de maladie grave et durable ».

### Opposition affaiblie

Dans ces conditions, on voit mal ce qui pourrait empêcher une nouvelle marche victorieuse du

président. D'autant que l'opposition politique est affaiblie et divisée, oscillant entre l'idée de boycotter une élection jouée d'avance et celle de soutenir un candidat face au président sortant. Le mouvement Mouwatana (« citoyenneté-démocratie ») a tenté d'organiser des réunions dans le pays pour faire barrage à un cinquième mandat, sans grand succès. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie et le Front des forces socialistes, anciens partis d'opposition, ont appelé au boycott du scrutin.

**Déjà en 2014, un an après son AVC, il avait été réélu avec plus de 81 % des voix à l'issue d'une campagne menée en son absence**

Début février, le premier ministre, Ahmed Ouyahia, les a clairement mis en garde: les boycotteurs ont le droit d'avoir cette position, « *mais pas de recours à la rue pour la présidentielle ou en dehors* ». « *L'Etat a prouvé par le passé qu'il peut maîtriser la rue. Nous avons fait comprendre à ceux qui sillonnaient le pays en appelant au boycott de demander des salles. Mais ils ne feront pas sortir le peuple dans la rue. Nous les empêcherons de maîtriser la rue ou de nous créer de l'anarchie* », a-t-il prévenu.

Les candidatures devront être déposées au Conseil constitutionnel avant le 3 mars à minuit. Jus- qu'ici, plus de 180 dossiers ont été

retirés au ministère de l'intérieur, mais seuls quelques-uns parviendront à récolter les 600 signatures d'élus locaux (ou de 60 000 d'électeurs) nécessaires à la validation des candidatures.

Le dirigeant islamiste Abderra-

zak Makri ne devrait pas avoir de difficultés à être dans la course. Ali Benflis, ancien chef du gouvernement et deux fois candidat face à Abdelaziz Bouteflika en 2004 et en 2014, va-t-il se déclarer? Ou laissera-t-il le rôle de

principal adversaire – de lièvre, diront certains – à Ali Ghediri, général-major à la retraite?

Reste une inconnue difficilement maîtrisable pour le pouvoir: sa capacité à mobiliser les Algériens dans une vie politi-

que dont ils se savent depuis longtemps exclus, et qui oscillent aujourd'hui entre résignation et colère. ■

AMIR AKEF ET

CHARLOTTE BOZONNET (À PARIS)

## «J'en ai marre de voir les mêmes têtes depuis l'indépendance»

Dans la capitale algérienne, les réactions à l'annonce de la candidature du président algérien oscillent entre colère, lassitude et résignation

### TÉMOIGNAGES

ALGER - correspondance

**J**e me sens humilié». Abdelghani secoue doucement la tête. «On voit bien à quel point l'Etat se moque du peuple», lâche le trentenaire venu rejoindre des amis pour la soirée dans le centre-ville d'Alger. Quelques heures plus tôt, ce dimanche 10 février, l'agence officielle de presse a annoncé la candidature du président Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat. Mais Abdelghani ne fera rien de cette nouvelle. «Je n'ai jamais voté de ma vie. Peut-être que je finirai par partir [du pays]», dit-il. Ahmed, ingénieur, exprime son

opinion sur les réseaux sociaux sur #nonaucinquièmemandat. Il énumère «l'injustice, la corruption, le chômage»: «Le pays va vers la chute et je ne veux pas y participer. J'en ai marre de voir les mêmes têtes se partager les richesses depuis l'indépendance.»

Comme eux, de nombreux Algériens ont manifesté leur désapprobation sur les réseaux sociaux, remplaçant leur photo de profil par un fond noir, ou appelant à la mobilisation par le vote en faveur d'un autre candidat ou par l'union de l'opposition. Mais dans la capitale algérienne, c'est plutôt un sentiment de résignation qui domine. «L'indignation sur les réseaux sociaux,

je n'en peux plus, lâche, amer, un jeune homme en veste de cuir noir. On a dit tout ce qu'il y avait à dire en 2014. Il n'y a plus rien à ajouter.»

#### «Le pays est au fond»

Près de la place Maurice-Audin, le patron d'un café, 38 ans, père de trois enfants, témoigne de son désarroi. «Dans le quartier, les gens sont obligés de faire des quêtes pour envoyer des voisins se faire soigner en Turquie! Le pays est au fond et on creuse», lance-t-il. Il dit n'avoir voté qu'une fois dans sa vie, pour le maire de sa commune, «un ami, intègre». «Il faut laisser la place, l'Algérie, ce n'est pas un royaume», conclut-il.

Au comptoir, Omar, 37 ans, commande un café au lait. «Je voudrais faire quelque chose contre ce cinquième mandat, mais quoi? Aller voter? Manifester? On nous répète de faire attention, on nous parle de la décennie noire [les années 1990 marquées par le terrorisme], de la Syrie, de l'Égypte», soupire-t-il.

Comme beaucoup, le jeune homme parle de «sidération», de «découragement». «Peut-être qu'on ne devrait pas avoir de grands rêves comme le départ du président ou la fin du régime, dit-il. Peut-être qu'on devrait se contenter de plus petit, comme élire les bonnes personnes aux élections locales.» Du côté des

partisans du président, l'heure est aux félicitations. «Nous sommes très heureux [de cette candidature]», a déclaré, dimanche, à la presse, Amar Ghoul, ancien ministre et membre de l'équipe de campagne présidentielle en 2014. Au sein de l'opposition, les messages sont, eux, virulents. «Le pouvoir politique a pris la responsabilité de placer l'impératif de sa pérennité au-dessus des intérêts supérieurs du pays, prenant le risque de mettre en péril la paix sociale, la stabilité du pays et la cohésion nationale», a réagi l'ancien chef de gouvernement Ali Benflis, dans un communiqué.

Au premier étage d'un immeuble du centre-ville, le mouvement

Mouwatana («citoyenneté-démocratie»), qui a organisé des rassemblements, dès le mois de septembre, contre un cinquième mandat, tient une réunion. «Il y aura de la fraude, c'est sûr!», lance un participant. «Dans sa lettre, le président parle de consensus. Mais cela fait vingt ans qu'il est là et qu'il n'a pas fait de consensus», rappelle Zoubida Assoul, porte-parole du mouvement. Habib Brahmia, chargé de communication du parti d'opposition Jil Jadid, appelle à une mobilisation par la rue: «Les Algériens doivent exprimer directement leur avis, sans intermédiaire. Il faut défendre notre dignité et notre nation.» ■

ZAHRA CHENAOUTI

**ALGÉRIE :  
UN POUVOIR  
FOSSILISÉ****ÉDITORIAL** **M**

Ce n'est pas à proprement parler une surprise, mais on aurait pu espérer que, dans un éclair de lucidité, de courage politique, voire de respect pour ses compatriotes, le président Abdelaziz Bouteflika renonce, à 81 ans, à briguer un cinquième mandat à la tête de l'Algérie, qu'il dirige depuis près de deux décennies.

Mais, malgré l'accident vasculaire qui a affaibli sa santé au point de l'empêcher de s'exprimer en public depuis 2012, M. Bouteflika refuse toujours d'organiser sa succession. Il sera donc de nouveau candidat, le 18 avril. Et la manière dont cette élection se présente fait que les chances d'une alternance sont proches de zéro.

C'est une mauvaise nouvelle pour l'Algérie. Cette fossilisation du pouvoir scelle la rupture entre le sommet de l'Etat et la société, qui vivent deux histoires différentes. Au sommet, le président Bouteflika, entouré d'un clan dont l'opacité est telle que les observateurs les plus avisés se disent aujourd'hui incapables d'en déchiffrer l'évolution, reste figé dans la génération du FLN victorieuse de la guerre d'indépendance. A la base, une société jeune, qui voudrait vivre dans le XXI<sup>e</sup> siècle mais étouffe dans le carcan qui lui est imposé.

Cette société, en grande partie traumatisée par la terrible guerre civile des années 1990, a été patiente. D'une certaine manière, elle avait pris son parti de cette confiscation du pouvoir en échange d'un minimum de garanties sociales, que permettait l'exploitation des abondantes ressources gazières de l'Algérie: c'est ainsi que le régime du président Bouteflika a réussi à pas-

ser au travers de l'ouragan des « printemps arabes » en 2011.

Mais ce pacte n'est pas éternel. Le fossé entre une jeunesse qui aspire à bouger et un pouvoir anachronique qui ne voit d'autre ligne que l'immobilisme ne peut que s'élargir. Les Algériens votent aujourd'hui davantage avec leurs pieds que dans les urnes. Morts d'ennui, avec pour tout refuge les réseaux sociaux, incapables de se projeter dans l'avenir, les étudiants ne pensent qu'à partir à l'étranger, privant leur pays de l'indispensable renouvellement des élites et ôtant tout dynamisme aux classes moyennes. Ce mal de vivre et ce désespoir intellectuel sont évoqués avec talent au cinéma et dans la littérature algériens, largement nourris par la diaspora.

Si cette situation est désastreuse pour l'Algérie, pays de 42 millions d'habitants dont 45 % ont moins de 25 ans, elle est également inquiétante pour la France. Pour des raisons historiques, géographiques et démographiques – plusieurs millions de Français sont d'origine algérienne –, la relation franco-algérienne est importante. Cette relation se porte mal, du moins au sommet. Elle devrait être aussi étroite que la relation franco-allemande; elle est, en réalité, tissée de malentendus et de ressentiment. D'autres pays, comme la Chine, moins soucieuse des états d'âme de la population algérienne, profitent de cette paralysie pour renforcer leur implantation économique. Mais, lorsque les tensions s'aggravent en Algérie, c'est en France que commence le chemin de l'exode.

La main tendue à Alger par le président Macron, qui a reconnu en septembre l'utilisation de la torture par l'armée française et le supplice de Maurice Audin pendant la guerre d'Algérie, n'a pas été saisie. C'était une occasion de commencer à tourner la page du douloureux passé commun. Mais, de toute évidence, tourner la page ne fait pas partie des projets d'Abdelaziz Bouteflika. ■